

## manifestation au conseil départemental

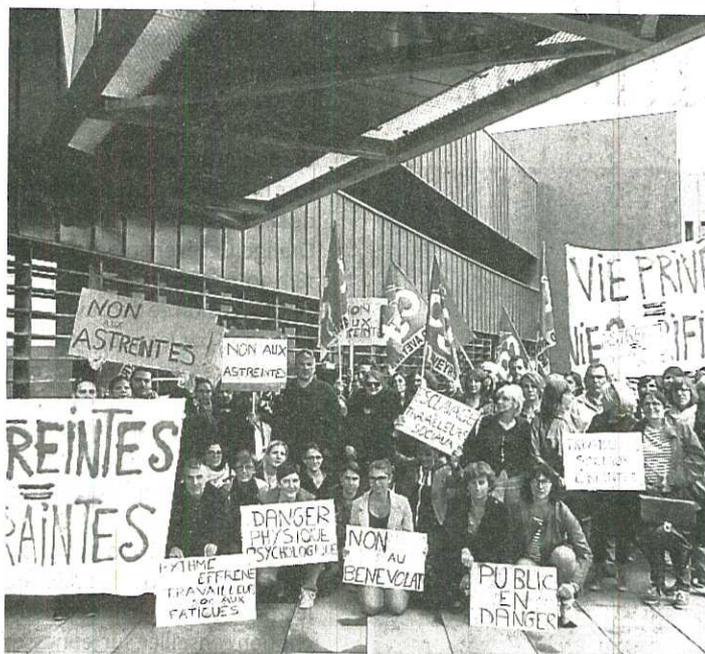
# Les travailleurs sociaux opposés au nouveau projet d'astreinte

**l'essentiel** Hier après-midi, les travailleurs sociaux se sont réunis devant le site du conseil départemental, à Flavin, notamment pour s'opposer au projet de les soumettre à des astreintes d'urgence sociale.

Ils étaient une centaine à faire le pied de grue devant les locaux du conseil départemental à Flavin. En cause, un projet de faire réaliser des astreintes d'urgence sociale par des travailleurs sociaux déjà en poste. Une mobilisation massive, alors que 100 % des équipes de l'aide sociale à l'enfance de Rodez, Millau, Decazeville, Espalion... et 70 % des assistants sociaux généralistes se sont manifestés contre ce projet.

### « Pas le même travail »

Jusqu'à présent, ce sont les forces de l'ordre qui intervenaient dans les familles sujettes à des violences, dans ces situations les travailleurs sociaux sont alors consultés et notamment pour trancher la question du placement de l'enfant. Avec le nouveau projet, ce travail incomberait exclusivement aux travailleurs sociaux, ce qui n'est pas du goût de tout le monde. « Le personnel, syndiqué ou non, est totalement contre ce travail supplémentaire. C'est-à-dire que per-



Ils étaient une centaine à manifester le r ras-le-bol. /Photo DDM, E.V.

sonne ne veut intervenir, en plus du travail stressant que nous faisons au quotidien, le soir, les week-ends et les jours fériés », rappelle Cédric Mors, délégué CGT du personnel. La plupart de ces travailleurs sociaux sont amenés à travailler dans des conditions difficiles, au contact de familles en souffrance, où il peut y avoir des soucis d'ordre psychiatrique, ou de violences, d'addictions... « alors, si en plus de cela il faut faire du *Pascal le grand frère*... ce n'est pas notre rôle et c'est même un travail totalement différent ». Pour eux, ils ne peuvent intervenir en urgence, surtout si les

familles sont inconnues au bataillon. Selon Cédric Mors et le personnel, « c'est un leurre que de penser que l'on peut empêcher à nous seuls des crises dans les familles. En revanche, si l'autorité de l'État intervient, c'est une tout autre chose ».

### Créer un service dédié à l'urgence

Ces situations de crise, il faut quand même les résoudre. Pour ce faire, les manifestants sont d'accord pour que soit créé un service pluridisciplinaire dédié à l'urgence, en cas de besoin et dans toutes autres conditions.

Pour eux, les élus qui portent

ce projet ont une méconnaissance totale du travail que peuvent abattre les travailleurs sociaux sur le terrain. « Ce qui est encore plus désolant, c'est que nous n'ayons pas été consultés sur ce projet », rappelle Cédric Mors.

Un discours que les représentants du personnel ont tenté de faire entendre... même s'ils n'ont pas pu directement dialoguer avec les porteurs du projet. Résultat de la réunion, une concertation sera lancée auprès de tous les travailleurs sociaux du département à partir de septembre. « Nous savons déjà que l'externalisation est exclue, tout comme l'embauche de nouvelles personnes... puisqu'on nous a dit qu'il faudrait faire avec les contraintes budgétaires », souligne un manifestant.

Charge aux porteurs du projet de trouver la solution pour réussir à structurer une équipe. Les manifestants sont en tout cas déterminés à ne pas céder de terrain, forts du soutien des 250 personnes qui ont signé la pétition. Pour eux, on en demande trop aux travailleurs sociaux : « Nous sommes de plus en plus sollicités pour remplir toujours plus de missions... les collègues sont excédés, et ces situations atteignent parfois le stade du burn-out. Nous ne permettrons pas de jouer avec la santé du personnel ».

E.V.D.V.